Correction de la session Europe & Afrique Juin 2017

**PREMIÈRE PARTIE – GÉOGRAPHIE Composition**

**SUJET 2 La mondialisation : processus, acteurs, débats.**

L’interconnexion et l’interdépendance des économies, manifeste depuis les années quatre-vingt dix, a éveillé les consciences sur l’échelle globale des nouveaux enjeux sociaux, politiques, environnementaux et économiques : la conscience citoyenne du monde, encore largement cantonnée aux inquiétudes écologiques, s’impose de plus dans l’imaginaire. Modèle indépassable ou conséquence désastreuse des dernières mutations technique ou géopolitique, la mondialisation est l’aboutissement d’un long processus (I), reste encore paradoxalement le fait d’acteurs publics (II) et suscite des débats dont les épigones terroristes ou criminels orchestrent l’actualité mondiale (III).

\* \* \*

**La mondialisation des économies et des cultures est l’aboutissement d’un long processus** géohistorique : c’est d’abord **l’élargissement continu du monde** (1) qui a permis l’interconnexion des territoires. **L’extension planétaire du capitalisme** (2) a permis ensuite une intégration graduelle mais régulière des économies.

L’interconnexion des territoires, des économies et des sociétés qu’ils portent, est l’aboutissement d’un processus commencé avec **l’élargissement continu du monde**. Pour reprendre l’analyse de Fernand BRAUDEL (*Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, 1979, tome 2 « Le temps du monde »), l’humanité passe progressivement d’une nébuleuse d’économies-monde (Économie-monde romaine, chinoise, maya, *etc*.) à une économie-monde planétaire, britannique d’abord, américaine ensuite, multipolaire aujourd’hui. Ces économies-monde sont parfois relativement isolées comme les économies-monde précolombiennes (Mayas, Aztèques, Incas) ou bien entretenir des relations millénaires sans bien se connaître (L’Europe et la Chine *via* la « Routes de la soie »). Selon Kenneth POMERAZ, des pôles d’égales puissances se forment, en Europe de l’Ouest, dans le bassin du Gange et dans la plaine limoneuse de Chine (*Une grande divergence. La Chine, l’Europe et la construction de l’économie mondiale*, 2000) en fonction de données géophysiques qui semblent prédestiner certains territoires à une grande facilité d’adaptation au changement (GRATALOUP, *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, 2007). La construction des grands empires initie très tôt des phénomènes d’interconnexion parfois très brefs mais aux effets durables (Comme le soulignent François-Bernard et Édith HUYGHE dans *Les empires du mirage*, 2007). Le premier choc de rencontre ne vient pas des Européens mais d’Asie : ce que Jean-Michel SALLMANN appelle « Le grand désenclavement » commence au XIIIe siècle avec l’Empire mongol (*Le Grand désenclavement du monde (1200-1600)*, 2011.) et se poursuit au XVe siècle avec les « Grands voyages d’exploration » : ces peuples que les Européens rencontrent se connaissaient parfois très bien entre eux : Romain BERTRAND a assez montré (*L’Histoire à parts égales. Récits d’une rencontre Orient-Occident (XVIe siècle-XVIIe siècle)*, 2011) comment les Hollandais, à la suite des Portugais et des Espagnols, peinent à s’insérer dans des réseaux d’échanges denses qui préexistaient en Insulinde, et survécurent à la colonisation. La grande aventure sociétale (Idéologique, économique, démographique, politique…) qui va porter les Européens à la conquête du monde, et peupler des continents (Amérique) ou des fragments immenses de continent (L’Australie en Océanie) est moins linéaire et plus lente que l’imaginaire ne l’a décrit. Pekka HÄMÄLÄINEN dans *L’Empire comanche* (2008) montre comment, dans les Grandes plaines nord-américaines, un « colonialisme inversé » satellise les colonies européennes jusqu’à les asservir en faisant d’elles des périphéries coloniales (Louisiane) voire des marges de prédation (Mexique). La conquête coloniale du monde par les Européens (Milieu du XIXe siècle – Milieu du XXe siècle) amène l’Europe à dominer l’entièreté (ou presque) de l’espace mondial jusqu’en 1945. Et avec la présence militaire, c’est le capitalisme libéral qui s’étend.

La mondialisation est aussi rendue possible par **l’intégration croissante des économies**, qui s’explique par l’extension planétaire du capitalisme libéral, extension qui s’est accélérée depuis la fin des empires coloniaux (1950-1970) et la fin de la « Guerre froide » (1947-1991). Plusieurs facteurs entrent en jeu pour expliquer l’interdépendance actuelle des économies et des territoires. Aboutissement on l’a vu d’un processus géohistorique millénaire, elle s’accélère dans le second XXe siècle (1945-1991). La révolution des transports maritimes (Conteneurisation, années 1950) explique en partie l’accroissement des échanges : de formes standard, empilables et facilement manipulables par des grues automatisées qui libèrent le travail de chargement et de déchargement des exigences des syndicats de dockers, les conteneurs permettent une accélération des échanges maritimes. Les porte-conteneurs géants (*Post-Panamax*) de plus de 18 000 conteneurs Équivalent Vingt Pieds carrés (EVP) sont les symboles de la mondialisation. Une réputation un peu usurpée car les porte-conteneurs ne représentent que 20% du trafic maritime. Les « Chocs pétroliers » (le 1er en 1973-1974 et le 2ème en 1979), en érodant la compétitivité des vieilles industries occidentales, gourmandes en énergie, favorisent les délocalisations et initient la 3ème mondialisation (Après les « Grands voyages d’exploration » et la colonisation) telle que la décrit Olivier DOLLFUS (*La mondialisation*, 1996).  Les délocalisations (Ouvertures dans des pays du Sud de sites de production industrielle fermés en Occident) nécessitent une libéralisation et une dérégulation des économies (THATCHER en Grande-Bretagne, DENG en République Populaire de Chine, RPC, en 1979, REAGAN aux États-Unis en 1981, SCHRÖDER en Allemagne en 2000 par exemple). Les barrières douanières (tarifaires ou réglementaires) sont progressivement abaissées au sein de grandes Organisations Intergouvernementales (OIG) comme l’Union Européenne, (UE, 1992), l’Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALÉNA, 1994) ou le *Mercado Común del Sur* (MERCOSUR). La dérégulation financière (1986-2008) permet l’interconnexion des marchés financiers et accompagne la financiarisation de l’économie initiée avec l’abandon des taux de changes fixes (1972). La dislocation de l’URSS (1991) achève de décrédibiliser tous les contre-modèles mis en place auparavant : Francis FUKUYAMA (*Le dernier homme ou la Fin de l’Histoire*, 1991) prédit un monde uniformément libéral, en économie comme en politique.

**\***

**Les acteurs de la mondialisation** des économies et des cultures sont d’abord des acteurs publics et institutionnels (1) c’est-à-dire les **États** et les organisations régionales et internationales d’États mais aussi des acteurs privés (2) comme les Firmes Transnationales (**FTN**), les Organisations Non Gouvernementales (ONG) voire les mafias.

**Les États sont les 1ers acteurs de la mondialisation des économies et des cultures.** Maîtres du cadre légal des opérations économiques ils assurent par la législation et par les décisions administratives et de justice l’ouverture de leurs économies au marché mondial et le respect des règles des transactions entre opérateurs économiques. Ce sont eux qui ont progressivement libéralisé leurs économies (Et ce à toutes les échelles comme en témoignent les zones franches), ou en dérégulant les marchés intérieurs par exemple (REAGAN, 1980-1988, THATCHER, 1979). Ils assurent le respect de la propriété industrielle et intellectuelle, fondement de l’activité économique, mettent en œuvre des politiques d’éducation et de formation (Le Centre Européen pour la Recherche Nucléaire, CERN, qui élabore les protocoles *Web*) pour les populations et participent à la construction des grandes infrastructures :  de transport (Terminaux maritimes, voies autoroutières, *hubs* aériens), de Recherche et de Développement (R&D, lancements de programmes spatiaux et de satellites de télécommunication, développement de programmes trop coûteux pour des entreprises comme le *Global Positioning System*, GPS, ou ARPANET l’ancêtre d’Internet). Ils financent également les institutions internationales qui orchestrent la mondialisation libérale comme le Fonds Monétaire International (FMI, 1944), l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC, 1995) ou le *World Bank Group* (WBG, 1944). Ces institutions sont placées sous la tutelle théorique du secrétariat général de l’Organisation des Nations Unies (ONU) même si en pratique elles obéissent plus sûrement à leurs bailleurs de fonds, les États. Enfin ils constituent des associations régionales d’États qui assurent une libéralisation accélérée des échanges à l’échelle régionale : l’Union Européenne (UE, 1957 et 1992, 25% du PIB mondial) en Europe, l’Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA, 1960), sont les seules Organisations Intergouvernementales (OIG) à avoir mis en place des unions monétaires et sont les plus poussées des associations régionales de coopération économique. La plupart des associations sont vouées à la libéralisation des échanges : c’est le cas de l’Association de Libre Échange Nord Américaine (ALÉNA, 1994, 28% du PIB mondial) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, ou le *Mercado Común del Sur* (MERCOSUR) entre les pays du cône sud en Amérique latine (5% du PIB mondial). Mais les États sont aussi des acteurs de la veille sécuritaire et humanitaire : ils constituent les armadas internationales de lutte contre la piraterie (Détroit de Bab-El-Mandeb dans l’Océan indien) et de lutte contre les mafias (Sahel, Colombie). Enfin ils tentent, depuis peu, de préserver certains aspects de leurs modèles de développement face aux excès de la libéralisation des échanges.

**La mondialisation des économies et des cultures est au quotidien l’action d’acteurs privés. Au premier rang d’entre eux se trouvent les Firmes Transnationales** (FTN). Les définitions de ce que sont les FTN sont aussi nombreuses que les FTN elles-mêmes. Si on prend la définition la plus large (Une entreprise qui possède au moins une filiale à l’étranger) elles sont près de 85 000, emploient 80 millions de travailleurs, sont localisées à 40% dans les États de la Triade (Amérique du Nord, Europe de l’Ouest et Asie orientale), réalisent 66% des échanges et 25% du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial. Wal-Mart est emblématique des FTN : entreprise (1962) américaine (Bentonville, Arkansas) de grande distribution *hard-discounter*, au Chiffre d’Affaire (CA) de 470 milliards de dollars (US$), ses 12 000 magasins (Amérique du Nord et centrale, Brésil, Asie du Sud et orientale et récemment Afrique australe) emploient 2,5 millions de salariés. Ses bureaux d’achats répartis dans 22 pays réalisent 22 milliards de dollars de commandes chaque année, auprès de 65 000 fournisseurs dans 60 pays différents dont 90% sont situés en dehors des États-Unis. Chaque année 230 000 conteneurs sont utilisés pour faire transiter ces volumes et ces valeurs énormes de marchandises. Mais en un sens Wal-Mart représente une exception : les plus puissantes des FTN sont des compagnies pétrolières. C’est le cas de Shell (380 milliards US$ de CA, 2e FTN au monde), de Exxon Mobil (3e), de BP (4e) ou de Sinopec (République Populaire de Chine, RPC, CA de 280 milliards de US$, 5e FTN). Sur les 500 plus puissantes FTN (Qui ont au moins 6 filiales à l’étranger et réalisent un CA supérieur à 20 milliards de US$) 315 sont en Europe ou en Amérique du Nord. Mais les FTN sont de plus en plus (+60% entre 2005 et 2014) originaires des puissances émergentes, des BRICS essentiellement (Brésil, Russie, Inde, Chine et *South Africa*) comme le groupe indien Tata par exemple (*Fortune Global 500* et *Financial Times Global 500,* 2012). Les FTN imposent la Nouvelle Division Internationale du Travail (NDIT) entre pays fournisseurs de matières premières (Afrique), pays ateliers (Asie du Sud - Est, Asie du Sud) et pays de conception (Triade, Chine, Inde) grâce aux flux des Investissements Directs Étrangers (IDE). Les FTN ne sont cependant pas les seuls à structurer la mondialisation : les Organisations Non Gouvernementales (ONG) comme *Greenpeace* ou le *World Wildelife Fund* (WWF) ou parapubliques (Comme le Comité International de la Croix-Rouge, CICR) diffusent aussi des pratiques et des capitaux du Nord vers le Sud. Les ONG permettent souvent de faire face aux carences des États, contraints par les Plans d’Ajustement Structurel (PAS) de se retirer de la sphère économique et sociale sous les injonctions du FMI et de la Banque mondiale. Les PAS généralisés au début des années 1980’, lors des chutes des cours des matières premières, ont fragilisé les administrations publiques et décrédibilisé les États. Dans les interstices créés par la vacance des États se sont insinués de nouveaux acteurs : églises évangéliques en Afrique et en Amérique du Sud, écoles *wahhabi* au Sahel, groupes terroristes (Sahel) ou séparatistes (Ukraine, Soudan du Sud) mafias partout : aujourd’hui la communauté internationale tente de rétablir un ordre politique que l’ordre économique a, hier, perturbé gravement…

**\***

**Les disparités engendrées ou accentuées par la mondialisation économique et culturelle nourrissent des débats** sur l’opportunité de poursuivre dans la voie de la libéralisation économique : tandis que certains sont favorables à un amendement de la mondialisation et militent en utilisant des moyens légaux (1) d’autres contestent la mondialisation par la voie des armes (2).

**La contestation des logiques, du fonctionnement et de l’utilité même de la mondialisation émane d’une nébuleuse idéologique qu’on appelle les « altermondialistes »**. Appellation paresseuse qui permet de regrouper sous un vocable unique des formations syndicales (En France la Confédération Générale du Travail, CGT, d’obédience communiste, mais aussi la Confédération Française Démocratique du Travail (Réformiste et socialiste), des partis politiques et des coalitions politiques (Le « Front de gauche » en France), des organes de presse (*Le Monde diplomatique* par exemple). Le grand écart idéologique entre formations trotskistes révolutionnaires (Partis des Travailleurs, Lutte Ouvrière, Nouveau Parti anticapitaliste), des mouvements socialistes, des rassemblements éphémères (« Les indignés ») est immense. Mais ces gens sont rassemblés autour de l’idée que la mondialisation libérale des économies est une menace pour la répartition des richesses, la préservation de la diversité culturelle et sociétale, et, à terme, la croissance. Les modes d’action varient autant que le soubassement idéologique : action violente des *Black Blocks*, manifestations massives de contestataires (jeunes étudiants, retraités des professions intellectuelles, …), tribunes dans la presse, propositions législatives (Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l’Action Citoyenne, ATTAC, Ignacio RAMONET, 1998, favorable aux propositions de l’économiste américain James TOBIN (1972). Des économistes soutiennent également l’idée que la mondialisation libérale ne produit pas la croissance qu’elle prétend et qu’une régulation plus importante des transactions et des échanges doit être mise en place : c’est le cas d’Amartya SEN (Harvard, « Prix de la Banque royale de Suède en sciences économiques en l’honneur d’Alfred Nobel », 1998) qui propose de nouvelles méthodes de calcul de la croissance prenant en compte la redistribution des richesses (Son ouvrage *Collective Choice and Social Welfare*, 1970 inspire l’IDH de Mahhub UL HAQ), ou de Joseph STIGLITZ (Columbia, « Prix de la Banque royale de Suède en sciences économiques en l’honneur d’Alfred Nobel », 2001) qui soutient les politiques latino-américaines de nationalisations des entreprises minières nationales, de Paul KRUGMAN (Princeton, « Prix de la Banque royale de Suède en sciences économiques en l’honneur d’Alfred Nobel », 2008) qui dénonce l’accroissement des inégalités de revenus et de concentration des appareils productifs dans certaines régions du globe (Rôle des économies d’échelle dans la théorie du commerce international). Les réseaux sociaux sont utilisés par la jeunesse diplômée des métropoles pour structurer des mouvements de protestation contre des régimes soupçonnés de détourner à leur profit les dividendes de la démocratie et de la mondialisation (*Occupy Wall Street*, « *los Indignados* » de la *Puerta del Sol* à Madrid, le « Printemps arabe » de la place Tahrir en Égypte, les manifestants de la place Taksim à Istanbul en Turquie).

**Mais l’exaspération face à la montée des inégalités** (12% de pauvres en France en 2012 contre 8% en 1990) **entraîne une radicalisation de la protestation contre les élites traditionnelles**, accusées de faire le lit du libéralisme et de capter sans les redistribuer les profits de la croissance. En Europe la contestation est devenue multiforme. La xénophobie s’est libérée des tabous hérités des séquelles de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) et s’affiche sur la place publique. La radicalisation touche aussi bien la communauté juive (Alain FINKIELKRAUT qui déclarait au quotidien israélien *Haaretz*, en 2005 : « […] Les gens disent que l'équipe nationale française est admirée par tous parce qu'elle est black-blanc-beur. En fait, l'équipe de France est aujourd'hui black-black-black, ce qui provoque des ricanements dans toute l'Europe. […] »), que la communauté musulmane (Les agressions contre les synagogues sont devenues banales). Les milieux de la droite nationale profitent partout, en Europe comme ailleurs, de ces replis identitaires et communautaires. Les mouvements de la droite radicale et les formations nationalistes voient leurs scores électoraux progresser (France, Danemark, Autriche, Suisse) et dans certains pays ils participent aux gouvernements, (Inde, Israël, Hongrie, Roumanie). Le repli identitaire aboutit à des guerres civiles (Ukraine), et des partitions (Soudan du Sud, ancienne Yougoslavie). Le monde musulman est le plus touchée par cette radicalisation, sans doute aussi parce qu’il est le plus touché par les écarts grandissants de richesses, et ce à toutes les échelles : comment vivre à Gaza et contempler le luxe décadent des princes qatari et saoudiens sans prêter une oreille attentive aux mouvements extrémistes ? Ceux-ci mobilisent une jeunesse déboussolée, qui se sent trahie par les élites traditionnelles, et les lancent dans des guerres terroristes (Asie centrale, Moyen Orient). Les mouvements terroristes peuvent être régionaux (*Boko Haram*) ou internationaux (*Al Qaïda* et ses dérivés). Tous contestent la mondialisation.

\* \* \*

**Le monde est structuré par le processus géohistorique qu’on nomme la mondialisation :** les flux de marchandises, d’informations et de capitaux sont encadrés par les États et impulsés par des FTN parfois plus puissantes que des États. La capacité des territoires à capter ces flux garantit leur richesse et leur croissance. Mais les marges (Celles des métropoles, ou les régions enclavées) sont en paupérisation rapide, ce qui amène les altermondialistes à militer pour une intervention sociale et écologique des États. La détresse engendrée par les mutations économiques et sociales rapides poussent de nombreux groupes sociaux dans la voie criminelle, comme la piraterie ou le terrorisme. © **Erwan** BERTHO (2014, révision Juin 2017)